
Coordination française pour la paix en Colombie



Communiqué de la Coordination française pour la paix en Colombie¹ sur la répression de la mobilisation des peuples autochtones

Depuis le 11 octobre plusieurs organisations des peuples autochtones de Colombie se trouvent mobilisées dans une « minga (mobilisation) générale pour la vie et la résistance ». Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre des actions définies depuis 2001 par les organisations des peuples autochtones de Colombie, souhaitant exprimer leur rejet des violences et violations des droits humains dont leurs populations sont victimes. Ces violations répétées et systématiques auraient été la cause, selon l'ONIC (Autoridad Nacional de Gobierno Indígena – ONIC), de 1253 assassinats et du déplacement de 53 885 autochtones au cours des 6

dernières années.

Comme réponse le gouvernement a criminalisé cette mobilisation arguant de son infiltration par les FARC et a envoyé un contingent d'au moins 1000 hommes de l'armée et d'un groupe anti-émeutes (ESMAD). Ils ont tiré à balles réelles sur les autochtones. Le bilan en quatre jours de présence militaire est d'une centaine d'autochtones blessés dont cinq grièvement et d'un mort. Les militaires ont agi avec une extrême brutalité en utilisant des fusils, des grenades, des bâtons et même des machettes. Un autochtone a été gravement blessé à la machette par des agents de l'ESMAD qui ont de plus empêché qu'il soit secouru.

La Coordination française pour la paix en Colombie demande instamment aux autorités colombiennes l'arrêt immédiat de la répression et que :

- des enquêtes soient promptement menées pour éclaircir la mort d'un manifestant autochtone ;
- soient condamnés les responsables de ce meurtre ;
- soit garantie la sécurité des dirigeants autochtones, des défenseurs des droits de l'homme et des membres des organisations non gouvernementales qui les accompagnent ;
- la liberté d'opinion et de manifestation soit aussi garantie sur l'ensemble du territoire.

¹ La Coordination Française pour la paix en Colombie (CFPC) a été créée en 2000, à la demande des organisations colombiennes, afin de consolider et de coordonner l'action de la société civile française en faveur de la paix en Colombie. Elle mène depuis huit ans un important travail de plaidoyer auprès des autorités politiques et européennes, parallèlement à une action de sensibilisation de l'opinion publique sur la situation d'atteinte aux droits humains vécue par la population civile colombienne et provoquée par les acteurs armés du conflit interne en Colombie (guérillas, groupes paramilitaires, agents de l'État. La CFPC rassemble neuf organisations engagées en faveur de la paix en Colombie : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement, Ecole de la Paix Fédération Internationale des Droits de l'Homme/ Ligue Française des Droits de l'Homme, France, Libertés, Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Terre des Hommes France, Membres observateurs : Brigades de Paix Internationales France, Confédération Générale du Travail, et la section française d'Amnesty International

La Coordination sollicite l'intervention immédiate d'une commission internationale qui assumerait des fonctions concrètes en réponse à cette situation d'une extrême gravité ainsi que la présence de James Anaya, coordinateur spécial des Nations Unies pour les peuples autochtones.

Elle invite également les organisations internationales présentes en Colombie à suivre attentivement la mobilisation sociale et à oeuvrer pour que soit garantie l'intégrité physique et morale des peuples autochtones, ainsi que leurs droits sociaux et culturels qui incluent le respect des territoires ancestraux

Paris, le 21 octobre 2008

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture ACAT-France

Agir ensemble pour les droits de l'homme,

Comité catholique contre la faim et pour le développement CCFD

École de la paix

France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme - Ligue des droits de l'homme
FIDH-LDH

Terres des Hommes France.